Marcel FOURNIER,

[sociologue, département de sociologie, Université de Montréal]

(1988)

“G.-É. Lapalme: culture et politique.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Marcel FOURNIER,

[sociologue, département de sociologie, Université de Montréal]

"G.-É. Lapalme : culture et politique."

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Jean-François Léonard, Georges-Émile Lapalme, pp. 159-166. Montréal : Les Presses de l'Université du Québec, 1988, 303 pp. Collection : Les leagers politiques du Québec contemporain.

[M. Fournier nous a autorisé à diffuser la totalité de son œuvre publiée au Québec, le 12 décembre 2002]

Courriel : marcel.fournier@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 20 juillet 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Table des matières

[Introduction](#)

[La culture, un nouvel enjeu politique](#)

[G.-É. Lapalme, un homme de culture](#)

[Le Ministère des Affaires culturelles](#)

Marcel FOURNIER,

[sociologue, département de sociologie, Université de Montréal]

“G.-É. Lapalme : culture et politique.”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Jean-François Léonard, Georges-Émile Lapalme, pp. 159-166. Montréal : Les Presses de l'Université du Québec, 1988, 303 pp. Collection : Les leçons politiques du Québec contemporain.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

De Georges-Émile Lapalme, qu'il décrit, "derrière ses grosses lunettes à monture noire, comme un hibou maléfique", René Lévesque dira qu'il était un "esprit trop sensible et profondément désabusé". L'histoire n'a retenu que sa "malchance" en politique : Lapalme se serait fait enlever la direction du Parti libéral du Québec au moment même où celui-ci s'apprêtait à prendre le pouvoir. Pour bien comprendre son action politique, il faut certes tenir compte de la conjoncture, mais aussi déterminer la position qu'occupe ce "petit avocat de campagne" dans le champ politique et établir une relation entre, d'une part, l'ensemble des dispositions qu'il a manifestées dans sa carrière professionnelle et sa carrière politique et, d'autre part, le rapport (distant et malheureux) qu'il entretient avec la vie politique. L'on peut penser que Georges-Émile Lapalme ne réussira à surmonter le double "échec" - littéraire et politique - de sa carrière qu'en tentant de réconcilier l'un et l'autre, c'est-à-dire non seulement de faire de la politique sous un mode cultivé en s'entourant d'hommes cultivés, en écrivant ses Mémoires, mais aussi et surtout de faire, à la manière d'un Malraux en France, de la culture l'objet même de l'action politique.

La culture, un nouvel enjeu politique

Les circonstances exceptionnelles de la crise et de la guerre favorisent un large mouvement de centralisation au niveau du gouvernement fédéral, avec l'élaboration de politiques économiques et sociales inspirées du modèle keynésien (pensions de vieillesse, subventions pour programmes de santé, etc.). On veut

aussi donner à l'État canadien une véritable stature "nationale" par la "canadianisation" des institutions elles-mêmes : loi sur la citoyenneté canadienne, nomination d'un Canadien, Vincent Massey, au poste de gouverneur général, etc. Enfin, déjà présent dans divers secteurs d'activités culturelles (Archives publiques, Galerie nationale, Radio-Canada, Conseil national de la recherche, Office national du film), le gouvernement fédéral entend être plus actif et se dote d'une politique culturelle plus cohérente. Un moment clé : la mise sur pied en 1949 de la Commission royale d'enquête sur les lettres, les arts et les sciences, dont la présidence et la vice-présidence sont confiées respectivement à Vincent Massey et au R.P. Georges-Henri Lévesque, o.p. Dans sa Chronique des années perdues, Guy Frégault reconnaît l'importance de cette initiative du gouvernement fédéral.

Le bilan des cinq dernières années des Affaires culturelles se clôt donc sur une page qu'il n'est pas sans intérêt de relire. Pourtant, la donnée la plus importante du bilan n'y apparaît pas. C'est la suivante : en 1957, le gouvernement fédéral institue le Conseil des arts du Canada, à la suite des travaux de la Commission Massey. Il vise deux buts : intervenir dans le développement de l'enseignement supérieur au moyen de subventions aux universités ; lancer une politique culturelle en soutenant des personnes et des organismes actifs dans le domaine des arts. (...) On est encore là en 1961, lorsque l'État québécois crée le ministère des Affaires culturelles ¹.

Dans les années d'après-guerre, la culture devient donc un nouvel enjeu politique ; sont concernés non seulement les arts et les lettres, mais aussi l'enseignement post-secondaire et l'ensemble de la production mass-médiatique (édition, cinéma, télévision). Au niveau du gouvernement fédéral, on le comprend très tôt : mise sur pied de l'Office national du film qui, très actif durant la guerre, compte en 1945 près de 800 employés et a déjà produit plus de 300 films, inauguration de la télévision d'État en 1952, organisation de la recherche scientifique d'abord autour du Conseil national de recherche et puis du Defence Research Board (1947) et de l'Atomic Energy of Canada (1952). Le rapport de la Commission Massey, rendu public en 1951, traite tous ces sujets :

- la radio, la télévision et le cinéma,
- les musées, les bibliothèques et les archives,
- les universités, les bourses, les sciences humaines et la recherche scientifique,
- les artistes et les écrivains, l'artisanat,
- la "projection" du Canada à l'étranger.

¹ Guy Frégault, Chronique des années perdues, Montréal, Leméac, 1976, pp. 246-247.

Pour légitimer l'intervention du gouvernement fédéral dans ces divers secteurs d'activités culturelles, la Commission Massey présente une définition large de l'"éducation générale" qu'elle oppose à l'"éducation académique" et identifie à la "culture" : lecture de livres et de périodiques, audition d'émissions radiophoniques, fréquentation des musées, des galeries, des conférences et des cercles d'études. Parmi les diverses recommandations de cette Commission, la plus importante est sans aucun doute la création d'un Conseil des Arts canadien. Mais celle qui suscite au Québec les réactions les plus vives concerne l'aide du gouvernement fédéral aux universités : il est en effet proposé que soit distribuée, après consultation avec le gouvernement de chaque province, une subvention à chaque université au prorata de la population de chacune des provinces ². Dès 1951, le gouvernement fédéral donne suite à cette recommandation et fixe sa contribution à 0,50 \$ par habitant de chacune des provinces.

Se rejoignent alors, comme le note Raymond Duchesne, "la crise universitaire et la crise politique engendrée par la volonté autonomiste de Maurice Duplessis". Dans l'un de ses textes les plus virulents, l'économiste François-Albert Angers, professeur à l'École des Hautes Études Commerciales, s'attaque directement au premier ministre Louis Saint-Laurent et au commissaire le père G.-H. Lévesque : "Vous êtes, leur dit-il, deux modèles d'inconscience ³." Pour sa part, le gouvernement du Québec perçoit la démarche du gouvernement fédéral comme un moyen d'intervenir, par le biais du financement de l'enseignement supérieur, dans un domaine -l'éducation - de juridiction provinciale : il réagit en refusant catégoriquement les subsides fédéraux. Le débat est public. Les notables du Québec, comme les appelle Guy Frégault, apparaissent alors divisés : "D'un côté, réjouissance et collaboration empressée ; de l'autre, protestations impuissantes et cette sorte de déchirement que l'argent finit à peu près toujours par découdre ⁴". Les universitaires sont particulièrement nerveux : certes, ils sont sensibles aux arguments des "autonomistes", mais ils s'inquiètent de la situation de "crise du financement" dans laquelle se trouvent les universités à la suite de l'augmentation rapide de la clientèle étudiante. En réponse aux diverses pressions, le gouvernement du Québec crée en 1953 une Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (Tremblay). Dans leur Rapport, rendu public l'année suivante, les commissaires recommandent, pour régler le problème universitaire, l'organisation d'un fonds provincial et la création d'un conseil des universités ; ils proposent aussi l'élargissement des niveaux secondaire et supérieur du système

² Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, lettres et sciences au Canada, Ottawa, Imprimeur de Sa Majesté le Roi, 1951.

³ François-Albert Angers, "Deux modèles d'inconscience : le Premier Ministre Saint-Laurent et le commissaire Lévesque", *L'Action Nationale*, 1951, pp. 180-210.

⁴ Guy Frégault, *Chronique des années perdues*, p. 240.

d'enseignement, la mise sur pied d'une commission d'enquête sur l'éducation et la création d'un conseil des arts. Le premier ministre ignorera la plupart des recommandations et limitera son intervention, dans le domaine universitaire, à l'attribution de "certaines subventions visant à satisfaire les besoins les plus pressants" : 6,000 000 dollars à l'École polytechnique en 1955, 1500 000 dollars à l'Université Laval en 1956 ⁵.

Les milieux intellectuels et universitaires demeurent très critiques à l'égard de Duplessis et de son gouvernement. Mieux que toute autre institution, la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, sous la direction du R.P. Lévesque lui-même, incarne ce que F. Dumont appelle "une sorte de point zéro entre le passé et l'avenir".

Nous étions, précise-t-il, engagés, de gré ou de force, dans les voies nouvelles de la connaissance de soi. Libération de la vie intérieure, recherche haletante de nouvelles structures politiques, affrontement des techniques matérielles et des techniques sociales : c'est tout cela à la fois, et souvent dans une vague syncrétiste, qui inspire la fermentation actuelle de notre Société ⁶.

Pour ces "nouveaux" spécialistes en sciences sociales, souvent d'allégeance politique libérale, il devient urgent de faire contrepoids à la politique autonomiste et conservatrice de Duplessis ; il leur semble alors évident que la survie du Canada français, sur le plan non seulement économique mais aussi culturel, passe par le fédéral, c'est-à-dire par une action, sur la scène politique canadienne, au sein des institutions fédérales.

En politique, l'attitude des libéraux québécois est paradoxale : centralisateurs lorsqu'ils ont le pouvoir à Ottawa, ils deviennent décentralisateurs lorsqu'ils l'ont à Québec. Le sénateur Maurice Lamontagne n'a-t-il pas, dans un ouvrage sur le fédéralisme canadien, inventé la formule passe-partout : "Autant de centralisation que nécessaire, autant de décentralisation que possible" ? G.-É. Lapalme est de la génération d'hommes politiques québécois qui, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, se rendent à Ottawa pour collaborer à la construction d'un "véritable gouvernement national" ; dans les années 1950 ; ils reviendront à Québec et participeront cette fois-ci à la modernisation de l'État québécois. Ceux-là même qui luttent contre l'"autonomisme" de Duplessis contribueront au renouveau du nationalisme.

⁵ Voir Raymond Duchesne, *La Science et le Pouvoir au Québec, 1910-1965*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1978.

⁶ Fernand Dumont, "Vie intellectuelle et société depuis 1945 : la recherche d'une nouvelle conscience", dans P. de Grandpré, *Histoire de la littérature française du Québec, II*, Montréal, Beauchemin, 1969, p. 20.

G.-É. Lapalme, un homme de culture

[Retour à la table des matières](#)

Rien, ou presque, prédisposait Lapalme à "faire de la politique" :

Si je m'arrête auprès de mes vingt ans, je constate que je ne suis pas un homme politisé. Au contact de mon père, il est vrai, j'entends le bruit que fait la politique, mais elle n'a pas pour moi l'attrait d'un méfier éventuel ni l'importance qu'on veut lui donner. En définitive, rien, absolument rien ne me prédispose à l'aventure ⁷.

Issu d'une famille de petits industriels de la région de Joliette, le jeune Lapalme se présente, dès ses études secondaires, comme un intellectuel, un littéraire : formation musicale (violon), peu d'intérêt pour les sports, difficultés en sciences (chimie et mathématiques), projet d'écrire un roman. Dans ses Mémoires, il le reconnaît ouvertement :

Inavoué mais persistant, le désir d'écrire me travaillait depuis le jour où nous avons fait la rencontre de la littérature. Écrire, mais sur quoi ? Et comment ? ⁸

Pendant des études en droit à l'Université de Montréal, le jeune Lapalme occupe le poste de secrétaire au journal étudiant Le Quartier latin et il maintient son intérêt pour la littérature et la vie culturelle. Ses premières années de magistrature lui semblent des "années vides au point de vue professionnel" ; les heures qu'il passe dans l'attente d'un client sont vouées "à l'étude et à la lecture".

De peine et de misère, j'édifiais une double bibliothèque, celle du métier et celle de l'homme ⁹.

Dans ses Mémoires, Lapalme indique lui-même les auteurs qui l'ont marqué durant ses études : Léon Daudet, Paul Bourget, Châteaubriant, Charles Maurras, etc. Il montre clairement l'importance que la lecture joue dans sa vie. Son rapport à la vie passe par la littérature :

⁷ G.-É. Lapalme, Le Bruit des choses réveillées, Mémoires, 1, Montréal, Leméac, p. 213.

⁸ Ibid., p. 165.

⁹ Ibid.

Les souvenirs livresques m'ont suivi pendant toute ma carrière et chacun de mes pas les soulevait malgré moi, en les faisant monter jusqu'à la tribune ¹⁰.

Chacune des parties de ses Mémoires est précédée d'une citation : pour Le Bruit des choses réveillées, de Verlaine, Alain Grandbois, Marcel Proust et Montesquieu ; pour Le Vent de l'oubli, de Graham Green, Maurice Barrès, André Malraux et Molière ; et pour le Paradis du pouvoir, de Lamartine, John Adams, Stendhal et Paul Léautaud. Il s'agit d'une culture, largement littéraire et française, qui est, par les références nombreuses à des essayistes politiques - Montesquieu et de Tocqueville pour la France ; Olivar Asselin, Henri Bourassa et Lionel Groulx pour le Québec -, celle d'un homme que la "chose politique" intéresse même s'il veut faire entendre à tous qu'"il n'est pas un homme politique". D'ailleurs, le mode d'action politique que celui-ci privilégie est la publication d'un journal régional, le Joliette-Journal et la rédaction hebdomadaire d'éditoriaux.

Élu, au lendemain de la guerre, député fédéral de la circonscription de Joliette-L'Assomption-Montcalm, G.-É. Lapalme fait partie de la "Promotion de 1945" et il participe au mouvement de centralisation qui s'opère au niveau du gouvernement fédéral dans le but de "procurer à toute la nation canadienne la sécurité et de faire disparaître l'ennuyeux et encombrant système de la double taxation fédérale et provinciale ¹¹".

A Ottawa, Lapalme demeure en retrait, il est un simple "député d'arrière-banc", peu heureux d'y vivre.

Je n'aimais pas Ottawa. Je n'étais pas parvenu à m'y faire et une foule d'incidents que je grossissais souvent tendaient à m'éloigner de la capitale... ¹²

Plus que tous ses collègues, Lapalme supporte mal le "climat" de la capitale où les "deux nations s'affrontent dans le territoire exigu du parlement". En tant que Canadien français, il éprouve "un énorme complexe qui le gèle en l'immobilisant".

Dans cette cathédrale anglicane qui nous sert de parlement fédéral, j'éprouvais physiquement et intellectuellement la difficulté d'être Canadien français ¹³.

J'y vois le groupe français dans son îlot. Des insulaires, c'est bien ce que nous étions ¹⁴.

¹⁰ Idem, Le Vent de l'oubli, Mémoires, Montréal, Leméac, 1970, p. 48.

¹¹ G.-É. Lapalme, Le Bruit des choses réveillées, 1970, p. 335.

¹² Ibid., p. 331.

¹³ Ibid., p. 297.

¹⁴ Ibid., p. 301.

À l'élection de 1949, Lapalme ne quitte cependant pas la vie politique, même s'il y pense sérieusement ; son sentiment du devoir l'amène à participer activement à l'élection du nouveau chef du Parti libéral, Louis Saint-Laurent. Au début de la campagne, le parti réunit vingt-six de ses articles en une brochure, *La politique canadienne*, tirée à plus de 100 000 exemplaires. Après la victoire, la vie parlementaire à Ottawa continuera d'être pour Lapalme d'un "incurable ennui", d'autant plus qu'il n'apparaît par "ministérable" et qu'"une partie de la jeune députation prend une avance rapide". Déjà au sein de ce qu'on appelait le "petit Chicago" (avec les Bona Arsenault, Roch Pinard, Lionel Bertrand, Edouard Rinfret), Jean Lesage s'impose par ses relations personnelles et son accès à des responsabilités ministérielles.

Moins d'un an plus tard, Lapalme acceptera de présenter sa candidature à la direction du Parti libéral du Québec.

Les pressions ne nous forcent pas, c'est nous qui les écoutons chanter comme des sirènes.
On finit par les croire et peut-être n'attend-on que cela ¹⁵.

Se prend-il, comme lui-même le reconnaîtra, "pour un autre" ? Au plan politique, les rationalisations qu'il élabore sont les suivantes.

J'en étais venu à croire que je pourrais déserrer l'étau qui étouffait la province ¹⁶.

et

J'avais passé du fédéral au provincial parce que j'entretenais la conviction que la province était mûre pour un redressement de sa fierté blessée ¹⁷.

Que le Québec des années '50 sorte du XIXe siècle pour entrer d'emblée dans la moitié du XXe siècle ¹⁸.

Élu à la direction du Parti libéral du Québec, Lapalme n'est guère gâté par ses amis libéraux fédéraux qui, après l'avoir encouragé à s'opposer à Duplessis, approuvent certaines des politiques du gouvernement du Québec (mise en valeur de l'anglais par les capitaux étrangers, création d'un impôt provincial). Sa "malchance", comme on aime bien le dire, sera alors encore plus évidente.

Chef de l'opposition pendant les dernières années duplessistes, Lapalme s'était vu remplacé par Lesage en 1958 juste à la veille des événements qui allaient enfin ramener

¹⁵ Ibid., p. 343.

¹⁶ Ibid., p. 340.

¹⁷ G.-É. Lapalme, *Le Vent de l'oubli*, p. 18.

¹⁸ Ibid., p. 52.

les libéraux au pouvoir. Ayant consenti à demeurer au gouvernement, il servait sous son successeur qui ne pouvait être pour lui qu'un usurpateur. Ça le rongait visiblement et même s'il adorait le ministère des Affaires culturelles qu'on avait créé expressément pour lui, cet esprit trop sensible et profondément désabusé n'était plus capable de tenir le coup ¹⁹.

Le Ministère des Affaires culturelles

[Retour à la table des matières](#)

Auteur du programme politique du PLQ, Pour une politique, Lapalme affirme, en paraphrasant Jean-Louis Gagnon, que "le moment est venu de concevoir l'État provincial comme un phénomène culturel". Et tout en manifestant son intérêt pour les arts et les lettres, il indique clairement ses préoccupations centrales : la qualité de la langue française, face au danger que représentent l'"inondation américaine", et les relations avec la France. "Les relations France-Québec, c'est moi", dira-t-il. Sa perspective est donc de se servir de la culture non seulement pour affirmer la spécificité et l'autonomie du Québec face à Ottawa, mais aussi pour permettre à cet État provincial d'établir des relations internationales (et aussi, par la suite, établir ses propres politiques d'émigration) ²⁰. Il y a donc une volonté nationaliste :

J'espérais ouvrir une ère à l'intérieur de laquelle fleurirait notre culture puisée aux sources diverses de nos origines et de nos efforts (...). En outre, à cause de notre situation géographique et démographique, certaines caractéristiques de la loi devenaient uniques au monde car notre culture, d'essence française et canadienne n'était que l'expression d'une minorité... ²¹

Le nouveau ministre s'entoure lui-même d'intellectuels nationalistes tels l'historien Guy Frégault et le journaliste Jean-Marc Léger.

A ses débuts, le ministère des Affaires culturelles n'est qu'un projet : peu de ressources, peu de personnel. Il n'est, à l'origine, que la réunion d'établissements et de services hérités soit du ministère de la Jeunesse, soit du Secrétariat d'État. "Nous étions, précise Frégault, en face de retards incroyables ²²." pour l'année

¹⁹ René Lévesque, Attendez que je me rappelle..., Montréal, Québec-Amérique, 1986, p. 237.

²⁰ Voir aussi Claude Morin, L'art de l'impossible. La diplomatie québécoise depuis 1960, Montréal, Boréal, 1987.

²¹ G.-É. Lapalme, Le Paradis du pouvoir, Mémoires, Montréal, Leméac, 1973, p. 85.

²² Guy Frégault, Chronique des années perdues, p. 238.

1961-1962, les dépenses du ministère sont de 2 761 500 dollars (sur des dépenses totale du gouvernement de 844 180 050 dollars ²³). La répartition de ces dépenses est la suivante :

Administration	194 920\$
Musées et archives.....	622 960\$
Bibliothèques	384 996\$
Subventions.....	758 924\$
Concours artistiques et scientifiques	20 000\$

L'analyse de la liste des organismes subventionnés permet de voir l'étendue du champ d'intervention et aussi la faible cohérence des politiques du ministère des Affaires culturelles : Académie canadienne-française (14 000\$), Académie de Musique du Québec (17 000\$), Arts et métiers graphiques (12 000\$), Association des fanfares amateurs de la province de Québec (7 000\$), Centre catholique national de la radio et de la télévision (20 000\$), Conseil de la vie française en Amérique (10 000\$), Festival international du film de Montréal (17 000\$), Jeunesses musicales du Canada (30 000\$), Maison des étudiants canadiens à Paris (35 000\$), Musée des Beaux-Arts (50 000\$), Orchestre symphonique de Montréal (5 000\$), Orchestre symphonique de Québec (65 000\$), Vie des Arts (11 000\$), Galerie Zanattin (2 000\$), Ciné-club Garnier (500\$), A.G.É. Laval (1 000\$), etc. L'élaboration d'une politique culturelle est d'autant plus difficile que le ministère doit tenir compte des pressions exercées par ceux que Frégault appelle "l'establishment culturel".

Rapidement, le ministère des Affaires culturelles structure plus clairement ses interventions par la mise sur pied, en 1962-1963, des services et organismes distincts : le Service des arts et lettres (avec Pierre de Grandpré, Clément Saint-Germain, Wilfrid Pelletier, Guy Baulne, Rolland Boulanger), l'Office de la langue française (avec Maurice Beaulieu) et le Département du Canada français outre-frontières (avec Juliette Barcelo, G.-H. Dagneau et Th. Gareau). L'ouverture de ce Bureau, qui deviendra la Délégation générale du Québec, constitue un moment d'autant plus important qu'elle assure au Québec une présence internationale et qu'elle oblige le Gouvernement fédéral à céder, dans un domaine qu'il gardait jalousement pour lui-même. Claude Morin écrira :

Ainsi donc, entre 1960 et 1965, le Québec avait pris des orientations, avancé des thèses et, surtout, agi dans un domaine, les relations internationales, où pourtant quelques années plus tôt, pendant l'ère duplessiste, personne n'aurait imaginé qu'il s'engagerait (...). Non seulement le Québec se livrait à cette incursion dans un champ d'action que jusque-là la sagesse commune attribuait exclusivement à l'autorité centrale, mais il proférait avec

²³ Gouvernement du Québec, Comptes publics 1961-1962, Québec, 1962.

obstination des opinions auxquelles était hautement allergique la conception présumée orthodoxe du fédéralisme dont se nourrissaient les politiciens et fonctionnaires outaouais ²⁴.

Dès les premières années, le ministère des Affaires culturelles réorganise aussi son programme de subventions (dont le budget atteindra, en 1965-1966 ; 1 799 922\$ sur un total de dépenses de 6 890 507\$) et intervient en 1963 et 1964 plus directement dans le domaine de l'édition et de la distribution du livre : réalisation d'une enquête sur l'édition, le commerce et la diffusion du livre (M. Bouchard), distribution de subventions pour l'édition d'ouvrages spéciaux et pour la diffusion du livre à des fins éducatives, organisation d'une assurance-Édition, etc. Et après avoir distribué des "encouragements aux auteurs", le ministère crée en 1964 un véritable programme d'aide à la création. Enfin, l'une des actions les plus significatives du ministère, pendant ses premières années, est l'ouverture à Montréal d'un Musée d'art moderne, dont la direction est confiée à Guy Robert.

Sur ces premières années, le sous-ministre Frégault sera modeste :

Le ministère, en définitive, n'a rien fait de "révolutionnaire" au cours de ses cinq premières années d'existence. Il a fait ce qu'il a pu avec les moyens qu'il a eus ²⁵.

Et il ajoutera :

La création du Conseil des Arts du Canada ne précède que de quatre ans celui du ministère québécois de la Culture. A ce moment, malgré son dénuement, il est quand même de taille à faire une concurrence réelle à celui-là (...). Mais Québec se laissera rapidement distancer L'homme qui jette les bases du ministère est de son temps à l'échelle du Canada ; à l'échelle du Québec, il précède son temps. S'il y a un drame, et il y en a un, il est là ²⁶.

Pour expliquer la démission surprise "pour des raisons personnelles" de G.-É. Lapalme au mois de septembre 1964, on a fait beaucoup état de "tracasseries administratives" auxquelles il devait faire face pour obtenir des fonds pour son ministère ; on a aussi fait allusion à sa difficulté de faire partie d'un gouvernement dirigé par celui-là même qui l'avait remplacé à la direction du Parti libéral.

Dans les circonstances, je me demande, écrit-il au Premier Ministre, pourquoi je perds mon temps ici (...). Le ministère des Affaires culturelles ne peut, sans justification, continuer à exister. Il n'est pas nécessaire d'avoir un ministre dont les pouvoirs sont réduits absolument à zéro... ²⁷

²⁴ Claude Morin, L'art de l'impossible, p. 33.

²⁵ Guy Frégault, Chronique des années perdues, p. 243.

²⁶ Ibid., p. 247.

²⁷ GA. Lapalme, Le Paradis du pouvoir, p. 255.

Sa position est d'autant plus ambiguë que les "affaires culturelles" demeurent, quant à son budget de dépenses, une préoccupation secondaire du gouvernement du Québec, alors même qu'elles sont devenues un enjeu important qui oppose les gouvernements fédéral et provincial. En conclusion de sa Chronique, Guy Frégault le reconnaît explicitement :

Le ministère des Affaires culturelles met fin à un quasi-monopole fédéral. Il pose un jalon sur la voie qui peut conduire à l'instauration d'une politique d'inspiration *'nationale' ²⁸.

Le Gouvernement fédéral s'était le premier servi de la culture comme d'un cheval de Troie pour élargir et justifier son intervention dans le domaine de l'éducation. Tout l'art d'un G.-É. Lapalme, cet homme de culture parmi les incultes, relégué au pauvre ministère des Affaires culturelles, est d'utiliser la culture pour imposer à un Jean Lesage qui revient d'Ottawa une politique de décentralisation et l'entraîner dans le mouvement de renouveau du nationalisme québécois.

Si, comme le note René Lévesque, G.-É. Lapalme n'est pas "capable de tenir le coup", il nous faut reconnaître, pour faire un jeu de mots, qu'il "marque le coup". Comme quoi il faut toujours se méfier de la culture !

Fin du texte

²⁸ Guy Frégault, op. cit., p. 247.